



Géocarrefour

91/3 | 2017

La mise en politique des flux et circulations

Marie Redon, Géraud Magrin, Emmanuel Chauvin,
Laetitia Perrier Bruslé et Emilie Lavie (dir.),
Ressources mondialisées : Essais de géographie politique

Romain Garcier



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/geocarrefour/9694>

ISSN : 1960-601X

Éditeur

Association des amis de la Revue de géographie de Lyon

Référence électronique

Romain Garcier, « Marie Redon, Géraud Magrin, Emmanuel Chauvin, Laetitia Perrier Bruslé et Emilie Lavie (dir.), *Ressources mondialisées : Essais de géographie politique* », *Géocarrefour* [En ligne], 91/3 | 2017, mis en ligne le 20 octobre 2015, consulté le 03 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/geocarrefour/9694>

Ce document a été généré automatiquement le 3 mai 2019.

© Géocarrefour

Marie Redon, Géraud Magrin,
Emmanuel Chauvin, Laetitia Perrier
Bruslé et Emilie Lavie (dir.),
*Ressources mondialisées : Essais de
géographie politique*

Romain Garcier

RÉFÉRENCE

Redon M., Magrin G., Chauvin E., Perrier-Bruslé L. et Lavie E. (dir.), 2015, *Ressources mondialisées : Essais de géographie politique*. Paris, Publications de la Sorbonne, collection « Territoires en mouvement », 336 p.

- 1 Paru dans la collection « Territoires en mouvement » des Publications de la Sorbonne sous la direction de cinq enseignants-chercheurs en géographie, cet ouvrage est un très bon exemple du renouveau de l'édition géographique scientifique française que l'on doit à quelques Presses universitaires. La parution en français d'ouvrages aussi utiles, ambitieux, à l'état de l'art de la littérature internationale est profondément salutaire et réjouissant. Le sujet du volume – la géographie politique des ressources – est passionnant et les riches aperçus qu'en donnent les 13 contributions et les 15 auteurs du volume sont tout à la fois informés conceptuellement et fondés sur une expérience directe du terrain, principalement en Afrique et en Amérique du Sud (10 des 12 cas analysés).
- 2 Le livre trouve son origine dans un séminaire organisé par le laboratoire PRODIG (Paris I – Paris VII – IRD – CNRS), qui rassemblait des doctorants et des chercheurs plus confirmés. Les éditeurs expliquent le projet dans une utile introduction, qui définit le langage commun que les auteurs partagent. Pour analyser les ressources, ce langage fait une part importante à un vocabulaire assez classique de géographie politique (jeux d'échelles,

systèmes d'acteurs, représentations, rapports de pouvoir, territorialités, etc.). Dans la deuxième partie, certains auteurs y adjoignent des concepts et préoccupations issus de la géographie critique de l'environnement (*political ecology*), qui est particulièrement attentive au caractère distribué et stratégique des constructions cognitives et discursives de l'environnement. Si ces approches sont connues et pratiquées hors de France depuis près d'une trentaine d'années, le volume en fournit une lecture originale en les rapportant à la question de la mondialisation, interrogée sous l'angle des ses formes spatiales, des effets de rareté qu'elle crée et enfin, des régulations qu'elle appelle. La principale hypothèse de travail des auteurs est que la mondialisation modifie en profondeur la géographie politique des ressources en créant de nouveaux agencements de pouvoir, de nouvelles relations entre les échelles, en donnant aux discours distribués une performativité nouvelle.

- 3 Le volume est organisé en trois grandes parties : « Formes spatiales et contrôle des ressources » (4 chapitres), « De la pénurie à la surabondance : rhétorique et enjeux territoriaux » (5 chapitres), et « La régulation de l'extraction des ressources » (3 chapitres). L'entrée morphologique de la première partie permet de montrer que la mondialisation inscrit les ressources dans des formes territoriales singulières – enclaves, zones frontières, réseaux, aires continentales. Emmanuel Chauvin propose une analyse fascinante du rôle joué par l'aide humanitaire dans la fixation (« l'enclavement ») des réfugiés centrafricains dans les camps situés à la périphérie du Tchad. Dans son remarquable chapitre sur la sylviculture dans la région frontalière entre Uruguay, Brésil et Argentine, Pierre Gautreau déconstruit par des analyses cartographiques très fines les argumentaires environnementaux sophistiqués développés par l'industrie forestière afin de sécuriser les ressources foncières dont elle a besoin. Sophie Hou analyse quant à elle les formes de territorialisation engendrées par la politique russe de « gazéification », c'est-à-dire d'extension des réseaux de transports et de distribution du gaz naturel : elle montre comment cette mise en valeur de la ressource énergétique est au service d'un projet géopolitique visant à amener les périphéries russes sous le contrôle du centre. Angélique Palle conclut cette partie avec un bref article, plus spéculatif, sur les jeux d'échelle relatifs à la politique énergétique de l'Union européenne.
- 4 La deuxième partie de l'ouvrage s'intéresse au développement de discours sur les ressources elles-mêmes et témoigne donc d'une orientation plus marquée vers la *political ecology*. Dans son chapitre, Marie Redon analyse comment la Soufrière, à la Guadeloupe, a « fait l'objet de 'mises en ressource' concurrentielles par différents acteurs, qui font pourtant tous appel à sa dimension patrimoniale » (p.122). Dans le chapitre suivant, c'est le thème et surtout les discours de la pénurie en eau (déjà fort abondamment traités dans les numéros de *Géocarrefour* 80/4 2005 et 81/1 2006) qui retiennent l'attention d'Emilie Lavie, d'Agathe Maupin et de David Blanchon. Le chapitre offre une bonne synthèse des problématiques de la pénurie en eau et propose de brèves illustrations (plutôt que des cas détaillés) tirées des terrains des auteurs. Dans le formidable chapitre suivant, Géraud Magrin présente les enjeux de la fausse disparition annoncée du lac Tchad : « le mythe de la disparition du lac Tchad fonctionne car il sert un large faisceau d'intérêts hétérogènes » (p. 168) explique-t-il, en visant en particulier les tenants d'un projet d'alimentation artificielle du lac en eau. La minutie de cette étude de cas, la narration limpide de l'auteur en font un exemple à suivre, conceptuellement et stylistiquement. Dans leur contribution, Cécile Faliès et Anaïs Marshall croisent les discours et les formes d'appropriation des espaces « vierges » ou « disponibles » dans la région centrale du Chili

et dans les interfluves côtiers du Pérou, en montrant le caractère surinvesti de ces terres apparemment sans usage. Sabine Planel, dans un beau chapitre, reproblématise l'apparente nouveauté de l'accaparement des terres en Ethiopie. La situation éthiopienne lui fait dire que le « *land grab* » actuel s'inscrit dans des pratiques de gouvernement héritées et, surtout, qu'il est porteur d'une charge politique qui ouvre une voie précaire à la politisation des populations spoliées avec la complicité active ou l'encouragement du régime.

- 5 Enfin, la troisième partie de l'ouvrage se penche sur la régulation de l'extraction des ressources, en se focalisant sur trois cas miniers. On apprécie, dans le chapitre de Laetitia Perrier-Bruslé sur la géopolitique de la régulation des ressources naturelles en Bolivie, la densité de l'information mais aussi les propositions théoriques qu'elle formule à propos du retour de l'État face au rôle des acteurs non gouvernementaux – ONG, populations locales mais aussi multinationales. Laetitia Perrier Bruslé argumente que l'activisme étatique récent répond à la fois à des contraintes locales et aux exigences de positionnement face à des acteurs internationaux et multinationaux puissants. Le stimulant tableau de la p. 271 suscitera à coup sûr des discussions et des débats, par exemple avec Vincent Bos, qui propose dans le chapitre suivant une analyse du rôle de l'État péruvien dans la régulation des mines d'or à l'ère néolibérale. État « facilitateur » dans les années 1990, le Pérou n'a pas suivi le chemin radical tracé par son voisin bolivien et s'est transformé progressivement en « État médiateur » entre les différentes parties prenantes de l'extraction aurifère sur son territoire. Le chapitre conclusif de Mouhamadou Lamine Diallo et de Géraud Magrin évoque lui aussi la question de l'or, mais au Sénégal, pour argumenter qu'en l'absence d'une régulation publique efficace des activités extractives, c'est à l'autorégulation des entreprises que les populations locales doivent s'en remettre, *via* les mécanismes de responsabilité sociale et environnementale (RSE).
- 6 Le livre refermé, quelques pensées viennent, qu'il suscite ou qu'il accompagne. A l'issue de ces douze contributions de grande qualité, on reste incertain de la portée heuristique et de la cohérence interne du concept de « ressources », employé ici et ailleurs de manière extrêmement extensive. Les éditeurs définissent, après Raffestin, les ressources comme des « matières mises en valeur par des acteurs » (p. 6), mais en insistant sur l'essentielle indétermination desdites matières (patrimoine, aide au développement en sont), au motif que tout est « socialement construit ». Je suis peu convaincu par cette proposition – et pas seulement à cause du brûlot de Ian Hacking¹ sur la construction sociale de la réalité. Si tout fait ressource, rien ne fait ressource et le concept n'est pas adéquat pour saisir ce que les auteurs voient et analysent sur leurs terrains respectifs et qui est absolument passionnant et saisissant. Etrangement, on a parfois la sensation que les auteurs sont davantage embarrassés par le concept qu'éclairés par lui, notamment quand le terme de « ressources » n'est pas employé par les acteurs qu'ils ont interrogés. Mais c'est surtout sur la notion de « mise en valeur » que l'indétermination est la plus pesante. Qu'est-ce que « mettre en valeur » à l'ère de la mondialisation ? La mondialisation, conçue par certains géographes marxistes comme le dernier avatar en date du capitalisme, entraîne-t-elle une modification essentielle ou quantitative de la « valeur » des choses ? Il manque peut-être à l'ouvrage quelques aperçus qui permettraient une montée en généralité, et la prise en compte de phénomènes plus amples que ceux décrits dans ces études de cas.

- 7 Ces interrogations laissent entrevoir tout ce que le livre apporte, sans les résoudre, aux débats actuels sur la finitude de l'environnement et l'usage du monde. On ne peut qu'être heureux de trouver dans cet ouvrage extrêmement bien réalisé et si documenté matière à réfléchir et à discuter.
-

NOTES

1. Ian Hacking. *Entre science et réalité. La construction sociale de quoi ?* Paris, La Découverte, 2008.
-

AUTEURS

ROMAIN GARCIER

ENS de Lyon, EVS